

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13 place de la paix  
15000 AURILLAC

Aurillac, le 4 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GAEC AMARGER**

Le Soul  
15500 Vieillespesse

Références : [20251031-RAPINSP-15-216-gaecamarger-vieillespesse](#)  
Code AIOT : 0005602260

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement GAEC AMARGER implanté à Le Soul 15500 Vieillespesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC AMARGER
- Le Soul 15500 Vieillespesse
- Code AIOT : 0005602260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GAEC Amarger est un élevage de bovins soumis à autorisation par l'arrêté préfectoral n°2009-1784 du 22 décembre 2009, pour la présence de 180 vaches en troupeau mixte avec une référence laitière supérieure à 300 000kg.

Le décret n° 2016-1661 du 5/12/2016 a modifié la nomenclature des installations classées, et plus particulièrement la rubrique 2101 en précisant que la rubrique 2101-2c) représente une installation classée d'un élevage de vaches laitières de 50 à 150 vaches, soumise à déclaration.

La présente visite a permis de déterminer avec exactitude le nombre de vaches laitières ainsi que de vaches allaitantes présentes sur le site afin de vérifier la rubrique réelle de l'installation classée.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
PC1	Annexe du décret n°2016-1661 du 5/12/2016	Élevage : nomenclature installations classées
PC2	Annexe I, point 1.2 de l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101-1, 2101-2, 2101-3 et 2111	Élevage : modification d'une installation classée

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

GAEC Amarger est une installation classée autorisée à exploiter, par l'arrêté préfectoral n°2009-1784 du 22 décembre 2009 sous la rubrique 2101-2, un élevage bovin composé par 100 vaches laitières et leur suite, 80 vaches allaitantes et leur suite, 38 bovins à l'engrais,

La nomenclature des installations classées a évolué et a modifié la rubrique 2101 (Élevage de bovins) : le décret n°2016-1661 du 5/12/2016 prévoit la rubrique 2101-2c) soumise à déclaration pour un élevage de vaches laitières détenant de 50 à 150 vaches.

Au 22/10/2025, l'inspection de l'installation classée a démontré que l'élevage GAEC Amarger détient entre 50 et 150 vaches laitières et moins de 100 vaches allaitantes.

L'installation classée GAEC Amarger peut donc être déclassée et basculée en déclaration sous la rubrique 2101-2c).

Désormais, l'arrêté du 27/12/2013 ci-joint à ce rapport liste l'ensemble des prescriptions générales applicables à l'élevage GAEC Amarger.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe du décret n°2016-1661 du 5/12/2016
<b>Thème :</b> Élevage : nomenclature installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans son annexe, le décret n°2016-1661 du 05/12/2016 modifie la nomenclature des installations classées avec l'évolution de la rubrique 2101. Le décret prévoit une rubrique 2101-2c) soumise à déclaration pour un élevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est au moins en partie destiné à la consommation humaine) détenant de 50 à 150 vaches.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, Mme Agnès Amarger, co-gérante de l'installation classée confirme la présence, au sein de l'exploitation, d'un maximum de 95 vaches laitières et d'un maximum de 55 vaches allaitantes. Le contrôle de la base de données Dédal du Ministère chargé de l'agriculture confirme les données transmises par l'exploitante. Mme Amarger s'engage et atteste alors sur l'honneur, par écrit, que l'installation classée GAEC Amarger détiendra à l'avenir un maximum de 95 vaches laitières et un maximum de 55 vaches allaitantes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'attestation sur l'honneur complétée et signée par Mme Agnès AMARGER est enregistrée.

**N° 2 : PC2**

<b>Référence réglementaire :</b> Annexe I, point 1.2 de l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101-1, 2101-2, 2101-3 et 2111
<b>Thème :</b> Élevage : modification d'une installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant réalisation, à la connaissance, du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
<b>Constats :</b> L'exploitante atteste sur l'honneur, par écrit, pour les prochaines années, la présence d'un maximum de 95 vaches laitières et d'un maximum de 55 vaches allaitantes au sein de l'installation classée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection des installations classée rappelle à Mme Amarger les obligations de l'exploitant d'informer le préfet, avant réalisation, de toute modification au mode d'exploitation ou à son voisinage de l'installation classée entraînant un changement notable. L'arrêté du 27/12/2013 listant dans les prescriptions applicables à l'installation est adressé à l'exploitant.